



Décision individuelle

N° 2020-355

Pétitionnaire : société GIA Ingénierie pour le compte d'EDF
Adresse : 114 traverse Le Mée – BP 131, 13267 Marseille cedex 8
Nature de la demande : prises de vues dans un cadre professionnel
Nom du projet : Inspection du versant au droit de l'usine de Valabres pour recherche de la zone de départ des blocs ayant atteint le réfectoire et de leurs trajectoires probables
Localisation : falaise surplombant l'usine de Valabres, parcelle n°50 section B commune de Roure

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment sa MARCœur 34,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 23 novembre 2020 par Monsieur MENCUCCI Didier, cadre exploitation au sein d'EDF Hydro – Unité de production méditerranéenne GEH Azur-Ecrins,

Considérant que la demande porte sur une reconnaissance par hélicoptère de la falaise surplombant l'usine de Valabres, afin d'identifier et préciser le risque de chutes de blocs suite à la catastrophe naturelle de début octobre 2020,

Considérant que la demande de prises de vues entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de [...] documents didactiques [...] » répondant au besoin d'une expertise technique,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société GIA Ingénierie, par l'intermédiaire de Monsieur BETTON Régis, est autorisée à effectuer des prises d'images et de sons dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national, dans le cadre d'une expertise du versant au droit de l'usine de Valabres pour recherche de la zone de départ des blocs ayant atteint le réfectoire et de leurs trajectoires probables, parcelle n°50 section B commune de Roure.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le bénéficiaire est tenu de ne pas utiliser ou commercialiser les images prises dans le cœur du parc national à d'autres fins que l'expertise technique visée.

2.2. Le bénéficiaire ou son mandataire est tenu de transmettre gratuitement au Siège de l'Etablissement public du Parc national du Mercantour, les fichiers numériques haute définition des prises de vues réalisées dans le cadre de la présente, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente (autorisations@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du vendredi 27 novembre 2020.

En cas d'intempéries, le report de l'opération **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts :

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr – 06.14.06.26.85)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr – 06.24.70.20.71)

standard : 04.93.02.42.27

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

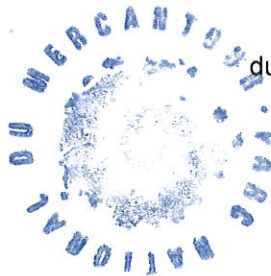
Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 novembre 2020



La Directrice
du Parc national du mercantour


Aline COMEAU

Copie :

- service territorial Tinée
- EDF, MENCUCCI Didier <didier.mencucci@edf.fr>
- EDF, VU-HONG VIDOR Lucie <lucie.vu-hong@edf.fr>

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.